

Émile Pouget

***Comme quoi le
Père Peinard se fout
journaliste***

La Mort-aux-Gosses

Plus de croustille

***Toujours la
mistoufle!***

Coups de tranchet

***Hardi, les bonnes
bougresses***

***& une notice
biographique***

Comme quoi le Père Peinard se fout journaliste

Le Père Peinard, n° 1 (24 février 1889)

Si rigolboche que ça paraisse, ça y est, me voilà journaliste !

Comment c'est venu, en quatre mots le voici : depuis un brin de temps, un tas d'idées me trottaient par la caboche, et ça me turlupinait rudement de n'en pas pouvoir accoucher. Voir cette fin de siècle, dégueulasse au possible, où tout est menteries, crapuleries et brigandages – et assister la bouche close à tout ça : nom de dieu, je pouvais pas m'y faire !

Le sang me bouillait de voir les cochons du gouvernement s'engraisser à nos dépens ; de ces bougres-là, y en a pas un seul qui vaille mieux que l'autre. Dans les Chambres, de l'Extrême-droite à l'Extrême-gauche, il n'y a qu'un tas de salopiards tous pareils : Cassagnac, Freppel, Ferry, Floquet, Boulangé, Basly et les autres, c'est tous des bouffe-galette !

La roserie des patrons aussi me foutait en rage. Ces chameaux-là n'en fichent pas un coup ! Ils rappliquent à l'atelier une fois leur chocolat liché ; ce qu'ils savent faire chouette-ment, c'est gueuler après les compagnons et palper la bonne argent – sortis de là y a plus personne.

Y a bien les journalistes de métier qui pourraient parler et en dire long, contre les riches et les puissants ; mais voilà, ils trouvent plus profitable de rabâcher les vieilles balançoires. Le nez au cul des bourgeois, des financiers, des gouvernants, ils ne cherchent qu'à empocher des pièces de cent sous.

Et dame, comme ils y trouvent leur profit ils sont muets comme les carpes. – Y a pas, c'est un truc épatant pour empêcher les chiens de mordre, que de les attacher avec des saucisses !

Avec ça ils font les farauds, ces sacrés journalisteux ! Ils traitent de racaille les camelots du Croissant, qu'on embauche sans façons, *pour* ou *contre Boulange* – suivant les prix.

Eux, se permettre de mépriser les camelots ! Nom de Nom, c'est du toupet. Comme s'ils n'étaient pas plus sales, en passant d'un canard anti-boulangiste à un boulangiste, aussi facilement qu'ils changent de chaussettes. Et ils se vendent, c'est pas pour un quignon de pain, mais pour faire la noce et chahuter chez les grands bistrots du boulevard.

Les camelots, s'ils braillent vive Boulange ou vive Carnot, c'est pour le bouloottage, et parce qu'ils n'ont pas de bricheton à se fourrer dans la gargamelle.

Conséquentement, foi de Père Peinard, tous les journalisteux ensemble ne valent pas un camelot !

Donc je me répétais souvent : y aura donc pas un gas à poil qui ait le nerf de gueuler toutes ces vérités, nom de dieu !

À force d'y penser, d'en causer avec des copains, je me suis dit : « pourquoi pas moi ? » si l'instruction est un peu de sortie, y a du bon sens dans ma caboche !

Je voulais d'abord ne faire que des affiches, c'est très chouette au moment des élections ; mais après c'est pas drôle, elles coûtent chaud quand il faut fiche un timbre sur chacune. Et n'étant pas du tout cousu d'or, au bout d'une demi-douzaine d'affiches, une fois fauché, comment faire pour continuer à gueuler ?

Pour lors y avait qu'un moyen ; « tu es à la hauteur de quelques pièces de cent sous, que je me dis, dégotte un imprimeur et lance un petit canard hebdomadaire. Si ce que tu dis en vaut la peine, les copains t'achèteront et te liront, et alors tu pourras jaspiner à gogo, mille bombes ! »

Et voilà comme quoi le *Père Peinard* s'est foutu journaliste !

Seulement, les amis, je ne lâche pas le turbin pour ça – et c'est entre deux savates que je torcherai mes tartines.

Naturellement, en ma qualité de gniaff, je suis pas tenu à écrire comme les niguedouilles de l'Académie : vous savez, ces quarante cornichons immortels, qui sont en conserve dans un grand bocal, de l'autre côté de la Seine.

Ah, non alors, que j'écrirai pas comme eux ! Primo, parce que j'en suis pas foutu – et surtout parce que c'est d'un rasant, je vous dis que ça...

Et puis il faut tout dire, la grammaire que j'ai eue à l'école ne m'ayant guère servi qu'à me torcher le cul, je ne saisis pas en quel honneur je me foutrais à la piocher maintenant.

Il est permis à un zigue d'attaque, de la trempe de bibi, de faire en jabottant ce que les gourdes de l'Académie appellent des *cuirs*. Et j'en fais, mille tonnerres, je suis pas bouiffe pour des prunes !

Pourquoi donc que je m'en priverais en tartinant ?

J'ai la tignasse embroussaillée, je la démêle, comme on dit, avec un clou – je vois pas pour quelle raison je bichonnerais mes flanches.

Est-ce rabâchages de châtrés que je colle sur le papier ? – Je le pense pas, bon sang !

Eh bien, pour lors, à quoi ça serait utile de pommader mes phrases, puisque elles sont pas pondues pour les petits crevés, qui font leur poire un peu partout.

Les types des ateliers, le gas des usines, tous ceux qui peines dur et triment fort, me comprendront. C'est la langue du populo que je dégoise ; et c'est sur le même ton que nous jabottons, quand un copain vient me dégotter dans ma turne et que j'allonge les guiboles par dessus ma devanture, pour aller siffler un demi-setier chez le troquet du coin.

Être compris des bons bougres c'est ce que je veux – pour le reste je m'en fous !

La Mort-aux-Gosses

Le Père Peinard, n° 87 (16 novembre 1890)

On ne parle plus que d'avortements, nom de dieu. Les jean-foutres de la haute font les pudibonds, et braillent comme des veaux contre la Dépopulation. Ils sont les premiers, les cochons, à demander des conseils à leur médecin, quand ils voient la petite famille pousser trop vite ; ils n'en pincent pas pour les tialuées de gosses. D'abord, c'est encombrant, ça fait du bruit, et puis, vous comprenez : faut pas que l'héritage s'éparpille.

Il faut que leur petit crevé d'avorton soit à même de faire bonne figure dans son monde ; s'il venait des petits frères, sa part serait rognée.

Aussi, nom de dieu, quand chez les richards y a déjà deux mômes à la clef, on arrête les frais...

C'est un avortement, ça nom de dieu ! Oui, seulement c'est un avortement que les marchands d'injustice ne pussent pas, vu qu'ils sont les premiers à le pratiquer.

Ah mais, foutre de foutre, ce qu'ils ne veulent pas, c'est que les pauvres bougresses du populo se fassent avorter : pas de ça, Lisette !

Si la chair à turbin diminuait trop en nombre, comment vivraient-ils, eux, les grosses feignasses ?

Voyez-vous le coup, qu'ayant soupé de la vie de misère qu'il mène, le populo ne fasse plus de gosses ! Plus d'ouvriers pour turbiner au profit des riches ! Plus de mômes et de gi-

rondes gonzesses pour amuser ces salops ! Plus de troubades pour défendre leurs propriétés !

Ça serait la fin du monde, nom de dieu ! Les bourgeois en crèveraient. Aussi ils ouvrent l'œil ! Ils veulent que le populo continue à pondre, afin qu'ils puissent continuer à vivre dans la feignantise.

C'est pour ça qu'au mois d'août, ils ont paumé une avorteuse des Batignolles, que dans le quartier on avait surnommée la Mort-aux-Gosses.

Depuis le mois d'août, toute la rousse est en campagne pour foutre le grappin sur les pauvres bougresses que la Mort-aux-Gosses a débarrassées ; et les marchands d'injustice parlent d'en faire passer un cent ou deux en cour d'assises !

Pas besoin de dire, nom de dieu, que parmi les deux cent femmes en question, y a pas de comtesses, ni de grandes dames ; c'est toutes des marchandes des quatre-saisons, des chiffonnières, des ouvrières ; dans le tas, y en a pas mal qui sont légalement mariées.

Voici ce que l'une de ces pauvres bougresses à conté au juge d'instruction : « Je suis déjà mère de sept gosses ; dans les commencements que nous étions mariés, à force de bûcher, mon homme et moi, nous avons pu joindre les deux bouts. Avec les enfants, la misère est venue.

« Chaque année, ça ne ratait pas : un petit ! Les premiers ça a bien été ; après le troisième, j'ai voulu m'arrêter ; à quoi ça sert de faire des enfants malheureux ? Mais m'arrêter, comment ? Je ne savais pas ! ... C'est monté à sept.

« Aussi, chez nous c'est la misère ; nous avons près des fortifics rien qu'une chambre, et c'est là-dedans que les sept gosses, le père et moi, nous vivons et nous dormons...

« A la fin, une voisine m'a dit d'aller trouver la Mort-aux-gosses. J'y ai été : je l'ai suppliée, car je n'avais pas un sou à lui donner : Ma pauvre femme, qu'elle m'a dit, je ne vous demande rien, je suis trop heureuse de vous rendre service... »

Et voilà, mille bombes, c'est cette pauvre bougresse que le juge d'instruction a foutu en prison ! C'est elle, et bien d'autres qui se trouvaient dans un sort aussi triste que le sien, qu'on va faire passer en cour d'assises.

Y a de quoi bondir, nom de dieu !

Mais tas de crapules, les coupables, les seuls et vrais coupables c'est vous !

Eh, nom de dieu, faut pas foutre sur la même ligne que ces pauvres bougresses, Mme Jonquières et Fouroux, et dire « puisqu'on les a arrêtés y a rien de drôle qu'on rafle des femmes du peuple... »

Oui, on a arrêté Fouroux et Jonquières, mais craignez pas ; on ne leur fera pas grand bobo. S'il n'y avait pas eu des haines et des salopises de bourgeois là-dessous, les deux seraient encore en liberté... Et sûr, qu'ils ne seraient pas les derniers à brailler contre la Mort-aux-gosses, et à gueuler bien haut, contre les pauvres bougresses du populo qui se font avorter.

D'ailleurs, vous épatez pas, les camaros, on ne leur fera pas de bobo. Les bourgeois se mangent pas entre eux ! En admettant même qu'on les fasse passer en jugement, et qu'ils soient condamnés, sa Jean Foutrierie Carnot est là pour un coup : il les graciera vivement.

Mais on n'en est pas encore là, nom de dieu, et faudrait pas s'épater qu'un de ces quatre matins les deux types soient remis en liberté provisoire... Un truc comme un autre pour enterrer l'affaire.

Pendant ce temps à Paris on salera ferme les femmes du populo ainsi que la Mort-aux-gosses.

Toujours la même rengaine, mille tonnerres, les marchands d'injustice se font une trogne de circonstance suivant

les types qu'ils ont dans les griffes. Si ce sont des pauvres bougres, ils sont hargneux, féroces comme des tigres. Si ce sont des bourgeois, ils se font doux comme le miel.

Quant à empêcher l'avortement, les jean-foutres de la haute peuvent se taper : c'est au-dessus de leurs forces, nom de dieu.

Le populo raisonne trop aujourd'hui. Dans l'ancien temps, on faisait des gosses à tire-larigot ; que ça vive ou que ça crève, on s'en foutait un peu.

A telle enseigne, que les bourgeois racontaient, et racontent encore, que plus le populo est malheureux, plus il fait de gosses. Vous pigez leur cochon de raisonnement : de là à dire qu'il faut que le populo reste malheureux, y a pas loin.

Ça, c'était bon dans l'ancien temps ; on rumine maintenant : « Que deviendra le loupriot ? » qu'on se dit. On le voit, trainant la misère, crevant la faim... y a rien de fait, alors !

Les ouvrières, surtout à Paris, s'y laissent pincer une fois, quand elles sont jeunes et qu'elles ne sont pas encore à la roue. Mais, nom de dieu, c'est rare qu'elles repiquent... elles prennent leurs précautions « A quoi bon faire des petits malheureux ? »

Et plus on ira, plus ça sera ainsi ! Oui, tas de jean-foutres que vous êtes, on est dégoûtés de turbiner pour vous : on est dégoutées de vous faire des gosses...

Ah, vous vous plaignez de la dépopulation ! Vous trouvez qu'on ne vous donne pas assez de loupriots. Ce n'est que le commencement, nom de dieu, on en fera encore moins !

Et ça durera, jusqu'au jour ou vos crapuleries ayant foutu : pour de bon cette fois ! la rage au ventre des bons bougres, ils vous sauteront à la gueule et vous estourbiront carrément !

Une fois vos charognes foutues au charnier, ça changera, tonnerre de brest : Les gonzesses trouveront plaisir à faire des gosses !

Plus de croustille

Le Père Peinard, 13 octobre 1889

Voilà la mauvaise saison qui radine bougrement vite. C'est pas fait pour remettre du cœur au ventre des purotins; quand le ciel est bleu, que le soleil chauffe les caboches, quoique dans la dèche noire, les pauvres types espèrent encore un brin.

En plein été, quand le soleil leur fait risette, ils ne peuvent se résoudre à crever comme des chiens. La nuit, ils refilent la comète sans trop de désespoir; ils grelottent bien, car en tous temps les nuits sont froides mais quand revient le matin, la rouge trogne lumineuse les ragaillardit.

C'est plus ça quand les feuilles tombent! Le soleil n'est plus là pour leur réchauffer la carcasse, le ciel est toujours barbouillé de suie et le plus dégoûtant c'est cette cochonne d'humidité qui les fait claquer des dents jour et nuit.

Ah! l'hiver en fout à bas des pauvres types! Ils tombent comme des mouches, pouf... et puis plus rien. Y a plus d'espoir, tout s'en va avec la belle saison. «Eh bien, qu'ils se disent, nous sommes trop malheureux, partons aussi, la vie est trop dure!... ».

Et c'est vite bâclé: ou bien ils s'affalent sur un banc et y claquent, ou bien ils vont à la Seine licher leur dernier bouillon.

La série est commencée, tonnerre de dieu ! Depuis une quinzaine de jours, il ne s'est pas passé de matinée que je n'ai dégotté dans les faits-divers la crevaision d'un et quelquefois de plusieurs pauvres types.

Et pendant ce temps-là, les bourgeois font la noce à la foire du Champ-de-Mars ; les ministres boulottent des centaines de mille balles pour donner des gueuletons monstres à des Jean-foutres : les vrais rois du jour, les Rothschild et autres crapules nous font suer le plus de galette qu'ils peuvent, et chose plus dégoûtante encore, les fripouilles de l'Assistance publique empochent le pognon qu'on leur fout dans les pattes, et au lieu de les distribuer aux mistouffiers, ils l'emploient à s'assister eux-mêmes !

Quand donc tout ça finira-t-il ?

Toujours la mistoufle !

Le Père Peinard, 22 décembre 1889

Nom de dieu ! Encore deux pauvres bougres, les époux Bouvet, qui crèvent comme des chiens.

Le mari, âgé de quarante-six ans, était sans place depuis longtemps. La maladie avait usé ses forces et les patrons, qui ne voient dans les prolos, ouvriers ou employés, que des machines à produire, ne se soucient pas de dépenser de la galette pour des machines en mauvais état.

A elle seule, la femme ne pouvait soigner le malade et trouver du boulot pour deux.

Aussi ont-ils pris un parti désespéré. Le matin. Le gérant de l'hôtel meublé où ils perchaient aperçut de la fumée sortant de leur piaule. Il frappe : pas de réponse ; pour lors, il enfonce la porte et que voit-il ? Les deux déchards étendus morts sur leur pieu, pendant qu'un réchaud de charbon achevait de s'éteindre à côté.

La pauvre femme, avant de tourner de l'oeil, avait bâclé la babillarde suivante :

« Mon mari, malade depuis six mois, est incapable de travailler.

« Criblés de dettes, sans ressources, plutôt que de mendier, nous préférons mourir. Nos derniers sous serviront à acheter le charbon qui nous est nécessaire. La vie a été plus que dure pour nous. Les souffrances que nous avons endu-

rées ne peuvent se dire. Nous partons sans regret.» Et combien d'autres partent comme ceux-là!

Pendant ce temps. Les bourgeois donnent des fêtes et les badauds vont devant l'église Saint-Philippe-du-Roule voir passer le duc de Luynes qui, après avoir fait une vie de polichinelle, épouse pour se recaler les millions de Mlle d'Uzès.

Et parmi les grelotteux, les ventre-creux qui voient passer le cortège tout flambant, pas un n'a eu l'idée de foutre une pierre dans le carrosse.

Allons! Du nerf, foutre! Montrez un peu à ces sales aristos qui font la noce en se foutant de vous que vous n'êtes pas les derniers des couillons.

Coups de tranchet

UN DE MOINS! – Un patron boulanger de Tarbes se chamaillait ces jours derniers avec un de ses ouvriers nommé Lacaze, un zigue de vingt ans.

Emmerdé par son singe, l'ouvrier lui a sauté à la gueule et lui a tellement serré le ki-ki que le patron en est mort.

Ça prouve, nom de dieu, qu'il n'y a pas besoin de chercher midi à quatorze heures – la bonne volonté suffit.

Hardi, les bonnes bougresses

Le Père Peinard, 10 juin 1893

Nouzon. Le bagne Leprault, fabrique de paumelles, est sous la coupe d'un directeur nommé Abraham.

Ce fils de Jacob est un cochon de derrière les fagots et il a pour spécialité d'engueuler les ouvrières de l'usine. Avec les prolos, il fait moins d'épate, parce qu'il craint de recevoir un pain sur son gniasse.

Non de dieu, le jean-foutre ne ferait pas mal de baisser son caquet; les avaros qui viennent d'arriver à un salaud de la même espèce devraient lui donner à réfléchir.

Le type en question veut jouer au contre-coup parce qu'il fait les eaux-grasses. La semaine dernière, il donne rendez-vous à une chouette copine, espérant bien user du droit de cuissage.

Va te faire lanlaire! La bonne bougresse avait eu soin d'avertir une quinzaine d'ouvrières et quand le birbe arrive au rendez-vous, le gueule enfarinée, il tombe au milieu de la bande.

C'est le cas de dire qu'il s'était fourré dans un guêpier!

Ah, nom de dieu, ce qu'il a agonisé de sottises! On l'a traité de traînard, de fumier... de tout, de tout! Et, c'est avec un charivari du diable que les riches filles lui ont fait cortège jusqu'à sa porte.

Or, l'animal est marié, voyez tableau, quand sa femme a reluqué la procession. Et ça n'a pas mal fini, cré pétard, le

lendemain, ouvrières et ouvriers ont été l'attendre à nouveau et lui ont fait une riche conduite de Grenoble.

Voilà qui est bath aux pommes, crédieu! L'animal voudra-t-il encore tâter du cuissage?

Si oui, les bonnes bougresses se réservent de lui frotter la croupière avec leurs sabots, jusqu'à ce que sa peau en fume.

Et foutre, si chaque fois qu'un des mecs de l'usine se permet de faire des propositions à une copine, il était reçu kif-kif le cochon en question, le droit de cuissage passerait vite de mode.

POUGET Émile

[POUGET Jean, Joseph, Émile]¹

**Par Colette Chambelland, Guillaume Davranche,
Josef Ulla**

Né le 12 octobre 1860 à Pont-de-Salars (Aveyron), mort le 21 juillet 1931 à Lozère (Seine-et-Oise) ; militant anarchiste et syndicaliste révolutionnaire ; fondateur du *Père Peinard*, de *La Sociale* et de *La Révolution* ; secrétaire adjoint de la section des fédérations de la CGT de 1901 à 1908.

Émile Pouget fut une figure majeure de l'anarchisme, mais aussi du mouvement ouvrier et syndical français, au panthéon duquel il peut légitimement figurer parmi les « pères fondateurs ». Pamphlétaire truculent, stratège madré et organisateur hors pair, Émile Pouget a connu plusieurs périodes dans son itinéraire militant. D'abord jeune anarchiste du « demi-quarteron », il devint célèbre en tant que plume du *Père Peinard*, qui joua un rôle important dans le tournant grève-généraliste, puis syndicaliste de l'anarchisme. Après l'Affaire Dreyfus, il consacra tous ses efforts au syndicalisme, jusqu'à devenir l'éminence grise de la CGT. Après son retrait des responsabilités, il resta, pendant quelques années, un commentateur avisé de la vie syndicale.

Né dans la bourgeoisie provinciale, Émile Pouget eut une petite enfance perturbée par la mort précoce, en 1866, de son père qui était notaire. Émile avait un frère, Isidore, qui fut professeur de lycée puis de faculté à Rennes et à Alger ; il mourut le 30 juin 1933 à Salles-la-Source (Aveyron). Mme Pouget se remaria en 1868 avec un conducteur

1 Notice dans le Dictionnaire des anarchistes, disponible sur le site du Maitron en ligne : <https://maitron.fr/spip.php?article155495>

des Ponts et Chaussées, Philippe Vergely. Animé d'ardentes convictions républicaines, celui-ci fonda *L'Aveyron républicain*, hebdomadaire départemental, pour diffuser ses idées, ce qui lui valut d'être révoqué.

Émile Pouget vécut donc, dès son enfance, dans un milieu politique et batailleur. Avec son beau-père, il assista à plusieurs séances du procès des communards de Narbonne qui eut lieu en novembre 1871 devant la cour d'assises de Rodez. Il semble avoir été alors impressionné par les déclarations d'Émile Digeon. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir le jeune Pouget, élève au lycée de Rodez, écrire une minuscule feuille manuscrite, *Le Lycéen républicain*. En 1875, son beau-père mourut et il dut quitter le lycée. En 1877, il partit pour Paris où il entra comme employé au Bon Marché.

Jeune anarchiste du demi-quarteron

C'est à la lecture de *La Révolution sociale* (voir Louise Michel) que Pouget devint anarchiste. Dès son travail fini, Émile Pouget, alors âgé de 17 ans, courait les meetings et les réunions publiques révolutionnaires, où il rencontra Émile Digeon. Le vieux communard allait avoir une influence décisive sur lui et devait le considérer par la suite comme son « fils spirituel ». En 1879, il l'incita à participer à la création du Syndicat des employés de commerce parisiens. C'est ainsi qu'en avril 1882, Émile Pouget devait être « propriétaire-gérant » du premier numéro du *Bulletin de la chambre syndicale fédérale des employés*, sise au 347, rue Saint-Martin.

Après l'amnistie des communards, Digeon et Pouget firent partie du groupe anarchiste qui se réunissait chez le père Rousseau, marchand de vins au 131, rue Saint-Martin, à Paris 4^e. C'est dans ce cadre qu'en 1883 fut rédigée, principalement, par Digeon, une brochure antimilitariste et insurrectionnelle, *À l'armée*, que Pouget fit éditer par le syndicat des employés du textile. Réformé à cause d'une varice, il fut exempté de service militaire.

Pouget, devenu courtier en librairie, fut bientôt un des militants en vue du milieu anarchiste parisien. Cependant, contrairement à ce qu'affirme Jean Maitron dans son *Histoire du mouvement anarchiste en France*, il ne fut pas délégué au congrès international de Londres le 14 juillet 1881. C'est par erreur qu'un rapport policier sans date, mais vraisemblablement postérieur d'une dizaine d'années [AN F7 12504], a donné cette indication.

Le 9 mars 1883, la Chambre syndicale des menuisiers, devant le chômage grandissant, convoqua les sans-travail à un meeting en plein air, esplanade des Invalides. Après la dispersion d'une partie des assistants par la police, Pouget prit avec Louise Michel la tête d'une colonne de manifestants qui voulait rejoindre le faubourg Saint-Antoine par le boulevard Saint-Germain. Trois boulangeries furent pillées aux cris de : « Du pain, du travail ou du plomb ». Place Maubert, la colonne se heurta à d'importantes forces de police et Mareuil* ainsi que Pouget furent arrêtés. Une perquisition fut effectuée chez lui où l'on trouva un revolver à 6 coups, diverses fioles de produits chimiques explosifs et 600 exemplaires de la brochure *À l'armée*, rédigée par Émile Digeon. Imprimées à Genève, les brochures avait été envoyées à Pouget par Herzig, et Pouget était chargé de les redistribuer par petits paquets aux groupes anarchistes de province.

Les 22, 23 et 24 juin se tint devant la cour d'assises de la Seine un procès où figuraient deux groupes d'accusés : un groupe inculpé pour avoir conduit le pillage des boulangeries (Louise Michel, Pouget et Mareuil) et un groupe inculpé pour avoir reçu des colis de la brochure *À l'armée*, expédiée par Pouget (Léon Thiéry, de Reims ; Jacques Moreau, Pol Martinet et Henri Enfroy, de Troyes ; Claude Corgeret et Marie-Anne Bouillet, de Roanne). Au procès, *L'Intransigeant* présenta Pouget comme un « excellent employé, travailleur et honnête. De plus, il est d'une intelligence remarquable ». Devant la cour, il fit une profession de foi anarchiste. Louise Michel écopa de six années de prison. Mareuil fut acquitté, mais Pouget fut condamné à huit ans de réclusion et dix ans de surveillance pour incitation au pillage à main armée et diffusion de propagande antimilitariste. Il purgea trois ans à la prison de droit commun de Melun et fut libéré au moment de l'amnistie de 1886.

À sa sortie de prison, Émile Pouget reprit son métier de courtier en librairie et fréquenta quelque temps le cercle littéraire de la Butte, à Montmartre (voir Charles Malato). En mai 1888, lança, avec plusieurs camarades (voir Constant Martin), le *Ça ira*, un bimensuel anarchiste qui se positionna contre le boulangisme et attaqua les blanquistes ralliés au « brav' général ». Le *Ça ira* ambitionna rapidement de devenir quotidien et, en septembre 1888, Pouget cofonda dans ce but une société anonyme à capital variable qui devait émettre 10 000 obligations de 5 francs. Le projet dut être abandonné à cause des poursuites contre l'article « Silence aux pauvres » paru dans le dixième et ultime numéro, en janvier 1889.

Plume du Père Peinard

Émile Pouget se lança alors dans un projet plus personnel et, le 24 février 1889 parut le premier numéro du *Père Peinard*, petite brochure du format de la célèbre *Lanterne* d'Henri Rochefort, mais au ton tout à fait particulier. Pouget, en effet, avait voulu faire un journal populaire, écrit dans une langue forte et imagée dans la lignée du *Père Duchêne*. Son père Peinard était un « gniaff » (cordonnier) qui s'était « bombardé journaliste » parce qu'un tas d'idées lui « trottaient par la caboche ». Il donnerait, chaque semaine, « seize pages de tartine contre deux ronds ». Avec *Le Père Peinard*, Pouget se révéla être un grand pamphlétaire prolétarien. On retrouvait dans son journal tous les thèmes de la propagande anarchiste : contre l'État, l'Église, l'armée et le patronat. Pouget y poursuivit également la campagne contre le général Boulanger (« *Barbapoux* »).

Mais, surtout, *Le Père Peinard* fut mis au service d'une idée en train de devenir majoritaire au sein du mouvement anarchiste : la grève générale expropriatrice. Dans le numéro du 3 novembre 1889, il écrivait : « Oui, nom de Dieu ! y a plus que ça aujourd'hui : la grève générale ! » : « Voyez-vous ce qui arriverait si dans quinze jours y avait plus de charbon. Les usines s'arrêteraient, les grandes villes n'auraient plus de gaz, les chemins de fer roupilleraient. Du coup, le populo presque tout entier se reposerait. Ça lui donnerait le temps de réfléchir : il comprendrait qu'il est salement volé par les patrons, et, dame, il se pourrait bien qu'il leur secoue les puces dare-dare ! »

Le Père Peinard connut rapidement le succès. Le commentant en 1931, Paul Delesalle écrivait : « Les petits pamphlets de Pouget eurent un succès dont on se rend difficilement compte aujourd'hui. Tant que dura *Le Père Peinard* [...], il y eut dans certains centres ouvriers une réelle agitation prolétarienne, et je pourrais citer dix, vingt localités ouvrières, telles Trélazé, Fourchambault où tout mouvement est tombé à rien après la disparition de ses pamphlets. À Paris, notamment, parmi les ébénistes du faubourg Saint-Antoine, le mouvement revendicatif dura tant que vécut *Le Père Peinard*. » En 1891-1892, l'Union syndicale de l'ébénisterie et du meuble sculpté publia d'ailleurs un journal de tendance anarchiste, *Le Pot à colle*, rédigé dans le style du *Père Peinard* (voir Lucien Guérineau).

Le journal fut domicilié au 120, rue Lafayette, puis déménagea dès septembre 1890 au 31, rue Cadet, puis de nouveau, en janvier 1891, au 4 bis, rue d'Orsel. De petite taille (16 x 22,5 cm) à ses débuts, il passa

à un format plus adapté à la vente à la criée (24,5 x 32,5 cm) en 1891-1892, et s'agrandit encore (27 x 36,6 cm) à partir de janvier 1893. La dernière page donnait fréquemment un dessin : Luce, Ibels, Pissaro ou Willette. Les poursuites pleuvaient dru et, de temps à autre, Pouget faisait des séjours en cellule à Sainte-Pélagie d'où il continuait à envoyer sa copie. Les gérants, également passibles de la prison, se succédaient à un rythme élevé. Parmi eux, citons Lucien Weil*, Faugoux*, Mayence*, Berthault*, Sicard*, Dejoux*, Durey*, Gardrat*, Favier*, Delalé*.

Cependant Pouget ne se limitait pas à l'édition de son journal. Il participait activement au Cercle anarchiste international fondé en 1888 à Paris (voir Alexandre Tennevin), et qui était le principal lieu de rencontre anarchiste de l'époque. Il habitait alors 14, rue Clauzel, à Paris 9^e.

En 1892, Pouget désapprouva la campagne de Sébastien Faure contre le 1^{er} mai et cosigna la déclaration affirmant que le « 1^{er} Mai, lancé par des politiciens, est devenu révolutionnaire et à tendances anarchistes » (voir Jacques Prolo).

Lors de la vague terroriste de 1892-1894, Pouget n'encouragea pas les attentats. Le *Père Peinard* du 4 septembre 1892, qui parut quelques semaines après l'exécution de Ravachol, fit sa une sur la grève générale, vantée comme la méthode révolutionnaire par excellence et resta muet sur la « propagande par le fait ». Cependant, dans le *Peinard* du 1^{er} janvier 1893, faisant le bilan de l'année écoulée, Pouget revenait sur la figure de Ravachol qui « domine bougrement l'année qui vient de claquer » et écrivit que « Ravachol, avec sa chouette application des petites marmites à la solution de la question sociale, a ouvert une route bougrement large à l'initiative et à la jugeotte individuelle ».

Cependant, l'attentat d'Auguste Vaillant à l'Assemblée nationale en décembre 1893 entraîna le vote des « lois scélérates » et une vague de répression inédite depuis la Commune. Dès janvier 1894, les locaux du *Père Peinard* au 4 bis, rue d'Orsel, étaient perquisitionnés et mis à sac par la police, ainsi que le logis de Pouget, au 24, rue Véron. L'*Almanach du père Peinard pour 1894*, que Pouget venait de sortir, fut saisi et, le 21 février 1894, le journal interrompit sa publication, comme la quasi totalité des journaux anarchistes. Émile Pouget prit la fuite et, après un séjour à Alger jusqu'en septembre 1894 semble-t-il – il est donné comme secrétaire de la bourse du travail d'Alger d'avril 1894 à avril 1896 –, il se réfugia à Londres, où il s'installa avec sa compagne au 23, King Edward St. Le couple hébergea quelque temps semble-t-il Augustin Hamon.

Par la suite, il vécut quelque temps en colocation avec Antonio Agresti* sur Pentonville Rd, à Islington, où il se fit adresser son courrier au nom de Blacksmile. Il utilisa également le pseudonyme Émile Boiteaux pour déjouer la surveillance policière de sa correspondance. Du 6 au 12 août 1894, il fut jugé par contumace au « procès des Trente » (voir Élisée Bastard) et, le 31 octobre, fut condamné par défaut à vingt ans de travaux forcés.

A Londres, il ne put s'empêcher de relancer une édition du *Père Peinard*, principalement distribué dans l'importante communauté anarchiste en exil à Londres. Huit numéros de très petit format (9,5 x 12,5 cm) furent publiés de septembre 1894 à janvier 1895. Dans *Le Père Peinard* de novembre 1894, il prit ses distances avec le « bombisme » en désapprouvant l'attentat raté de l'observatoire de Greenwich commis sept mois auparavant.

Pionnier du syndicalisme révolutionnaire

Dans l'exil, Émile Pouget collabora au périodique *The Torch*, qui était un lieu de rencontre et d'échanges entre anarchistes français, italiens et britanniques (voir Antonio Agresti). En octobre 1894, les positions nouvelles du journal furent formalisées par une déclaration de principes affirmant : « *Nous savons que la Révolution sera accomplie par les travailleurs en personne et, par conséquent, nous croyons en l'entrée des anarchistes dans les associations de travailleurs et si les camarades appartenant à des trade-unions etc., souhaitent correspondre avec nous, nous leur ouvrirons les colonnes de notre journal bien volontiers. Le mouvement ouvrier nous intéressera autant que le mouvement révolutionnaire, car le triomphe de l'un dépend de l'autre.* »

Le même mois, Pouget publia dans *Le Père Peinard* son article « À roublard, roublard et demi », qui devait rester dans l'histoire comme un marqueur du tournant de l'anarchisme vers le syndicalisme : « *Par le temps qui court, il ne fait pas bon crier sur les toits qu'on est anarcho [...]. Puisqu'il n'y a plus mèche de faire carrément de la propagande et d'afficher ses idées au plein soleil, il s'agit de biaiser, de manœuvrer en douceur. [...] Un endroit où il y a de la riche besogne, pour les camaros à la redresse, c'est la chambre syndicale de leur corporation. Là, on ne peut pas leur chercher pouille : les Syndicales sont encore permises [...]. Quand on déclare que tous les groupements politiques sont des attrape-nigauds, qu'il n'y a de réalités que sur le terrain économique, y a pas de meilleure*

base que le groupe corporatif. On a eu le sacré tort de trop se restreindre aux groupes d'affinités. Les groupes d'affinités n'ont pas de racines dans la masse populaire. [...] Quelle galbeuse tournure ça prendrait, si les Syndicales étaient farcies de fistons marioles, ayant une haine carabinée pour les patrons et les gouvernants. [...] Les grosses légumes feraient une sale trompette si les anarchos, qu'ils se figurent avoir muselés, profitaient de la circonstance pour s'infiltrer en peinars dans les Syndicales et y répandaient leurs idées sans bruyances, ni flafas. »

En 1895, à la faveur de l'amnistie, Pouget revint en France. Il fut arrêté par la police le 5 février lors de son débarquement à Boulogne-sur-Mer, fit opposition à sa condamnation, repassa en jugement et fut acquitté le 18 février. Il s'installa au 15, rue Lavieuville, à Paris 18^e. Un rapport de police du 16 avril 1895 signale que « l'anarchie se reconstitue à Montmartre, où M. Pouget vient de planter son drapeau ». Reprenant son action journalistique, il publia, de mai 1895 à octobre 1896, l'hebdomadaire *La Sociale*, installé au 23, rue des Trois-Frères, à Paris 18^e. Il reprit également la publication de l'*Almanach du père Peinard*, qui sortit chaque fin d'année de 1895 à 1898.

Les années de *La Sociale* correspondent à une intense activité d'Émile Pouget, en pleine communion avec Fernand Pelloutier et Bernard Lazare pour mettre en œuvre une stratégie de rapprochement des anarchistes et des socialistes antiparlementaires à l'échelle européenne pour combattre l'influence croissante de la social-démocratie dans le mouvement ouvrier. Ce rapprochement devait se faire sur la base de l'antiparlementarisme, du syndicalisme et du grève-généralisme. Au printemps 1896, tous trois essayèrent – sans succès – de lancer un quotidien, *La Clameur*, auquel ils souhaitaient associer Jean Allemane.

Durant l'année, Pouget fut, avec Augustin Hamon, Bernard Lazare, Fernand Pelloutier et Errico Malatesta, le maître d'œuvre de l'opération antiparlementaire au congrès socialiste international de Londres, qui se tint en juillet. Il s'y rendit muni de mandats émis par le syndicat des métallurgistes de Beauvais, par celui des maçons et tailleurs de pierre de Cognac et par celui des ardoisiers d'Angers-Trélazé. Au congrès, il apparut comme un des porte-parole de la coalition allemano-libertaire qui domina la délégation française (*Le Temps* du 30 juillet 1896). Il en profita pour distribuer sur les bancs des délégués une petite brochure sardonique, *Variations guesdistes*, constituée d'une sélection sur vingt ans de citations de Jules Guesde, soulignant ses contradictions et son jésuitisme. Émile Pouget partici-

pa également aux conférences qui se tinrent au Saint Martin's Hall en marge du congrès, et qui rassemblèrent les plus éminents représentants européens de l'anarchisme et du socialisme antiparlementaire.

Le journaliste Achille Steens, qui le vit alors à l'œuvre, devait écrire de lui, dans *La Revue blanche* de septembre 1898, qu'il était un « *politique rusé, limier adroit* » : « *Doué d'une perspicacité rare, Pouget se débrouille facilement des situations les plus hasardeuses et dénoue toutes les intrigues ourdies contre lui.* »

Quelques semaines après le congrès de Londres, Pouget abandonna le titre *La Sociale* et lança la 2^e série du *Père Peinard*, dont le 1^{er} numéro parut daté du 25 octobre 1896. Le rapport du commissaire spécial Moreau, en septembre 1897, indique que Pouget a « *la monomanie du journalisme* » et « *aurait, on croit, fait une feuille au baigne si on l'y avait envoyé ! Il n'est pas doué sous le rapport de la parole, mais possède, en revanche, une grande fécondité une fois au travail.* »

Le congrès confédéral CGT de Toulouse, du 20 au 25 septembre 1897, donna l'occasion à Émile Pouget de faire une entrée remarquée dans le mouvement syndical. Depuis le début de 1896, *Le Père Peinard* défendait deux idées ramenées d'Angleterre : le boycottage et le « *go canny* » que Pouget traduisait par « *sabotage* » [sic]. Émile Pouget fut délégué au congrès par le syndicat des cordonniers cousu main de Paris, la fédération des syndicats de Vienne et la bourse du travail d'Amiens.

Les anarchistes présents au congrès, Pierre Narcisse, Rémy Thiergart, Bernadac, Paul Delesalle et Émile Pouget s'inscrivirent en bloc dans la commission qui devait plancher sur le boycottage et le sabotage, composant la moitié de ses membres. Le commission accoucha d'un rapport – rédigé, probablement à l'avance, par Pouget – qui fut approuvé à l'unanimité par le congrès. Le mot « *sabotage* », dans cette acception, entra au *Larousse* quelques années plus tard.

Une semaine plus tard, dans *Le Père Peinard* du 3 octobre 1897, le compte-rendu du congrès soulignait le consensus sur les résolutions prises : « *Le plus finaud n'aurait pas été foutu de reconnaître qui était allemande, blanquiste ou autre chose... tous vibraient à l'unisson !* » Cette thématique de l'unité ouvrière par-delà les divergences idéologiques reviendrait désormais souvent sous la plume de Pouget. Sa pensée politique évoluait et, peu à peu, Pouget en arriva à concevoir que la dynamique de l'action directe de classe effaçait les clivages idéologiques et constituait, *en elle-même*, un mouvement révolutionnaire et libertaire. De ce point de vue, les syndicalistes réformistes étaient moins des adversaires que des camarades qui n'avaient pas encore compris que leur action condui-

sait, *nolens volens*, à la révolution sociale. Les véritables adversaires étaient bien plutôt les politiciens – y compris d'extrême gauche – qui voulaient faire prévaloir leur stratégie institutionnelle sur l'action directe du prolétariat, piétinant le principe selon lequel «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

Les années 1898-1899 furent celles de l'Affaire Dreyfus. Durant l'année 1897, Émile Pouget s'était résolument tenu à l'écart d'un débat qu'il jugeait dilatoire pour les révolutionnaires. Le «J'accuse» de Zola dans *L'Aurore* provoqua aussitôt cette réplique du Père Peinard, le 16 janvier 1898: «*Voyez-vous, les bons bougres, tant que le pauvre peuple tombe seul sous la coupe des juges et des garde-chiourmes, les journaliers restent indifférents et muets comme des carpes. Mais ça change de gamme dès qu'un jean-foutre de la haute se trouve pris dans la filière. [...] Et vous, M^{onsieur} Zola, [...] que ne réclamez-vous, avec la même flamme que pour Dreyfus, la mise en liberté de Girier-Lorion, de Meunier, de Chevry, de Monod, de Liard-Courtois, de Vauthier, de Lar-doux? Dites... Pourquoi?*»

Le Père Peinard lança aussitôt une campagne pour la libération des bagnards anarchistes précités. Puis, dans *La Revue blanche* du 15 juillet, Pouget publia, avec l'aide d'un jeune juriste – Léon Blum –, une longue étude démontrant que les lois scélérates votées en 1893-1894 pour lutter contre l'anarchisme menaçaient en réalité toute la société. Cette étude fut publiée l'année suivante avec une préface de Francis de Pressensé, président de la Ligue des droits de l'homme.

Après la révélation du «faux Henry», fin août, l'extrême droite redoubla d'activité pour empêcher la révision du procès Dreyfus. Des manifestations à caractère pogromistes eurent lieu dans toute la France, et le spectre d'un coup d'État militaire commença à se dessiner. C'est à ce moment qu'Émile Pouget rejoignit de plain-pied le combat dreyfusard. Juste après le congrès CGT de Rennes, auquel il avait assisté, il titra dans *Le Père Peinard* du 9 octobre 1898: «*À qui la rue, au popolo!*» Il appelait désormais ce dernier à mettre son «*grain de sel dans la discussion*» pour faire «*déchanter*» les «*antisémites et nationalistes*». Le même mois, il cosigna le manifeste de la Coalition révolutionnaire (voir Broussouloux). Et, le 30 novembre, il expliqua pourquoi il fallait défendre la république: «*Si on la défend c'est sans amour, on la défend par crainte du pire. [...] La République est l'hypocrisie de la liberté! Mais foutre, telle quelle, les bons bougres la préfèrent au cynique autoritarisme du sabre et du goupillon, ou à l'idiot gouvernement d'un roi ou d'un empereur.*»

Pouget ne négligeait pas pour autant le mouvement syndical, ni la stratégie de rapprochement de l'anarchisme et du socialisme anti-parlementaire entamée deux ans auparavant. À l'automne 1898, il cosigna avec Domela Nieuwenhuis et Fernand Pelloutier un appel à tenir un congrès international antiparlementaire à Paris en septembre 1900, en même temps que le congrès de la II^e Internationale.

Après la tentative de coup de force nationaliste de Déroulède en février 1899, la tension monta encore d'un cran. Avec le numéro du 1^{er} mai 1899, Pouget suspendit son *Père Peinard* en difficulté financière pour devenir secrétaire de rédaction du *Journal du peuple*, quotidien de l'extrême gauche dreyfusarde animé par Sébastien Faure. Quelques jours après l'agression nationaliste contre le président Loubet, Pouget prit part, avec toute l'équipe du journal, à la grande manifestation de défense de la république le 11 juin 1899 à Longchamp.

Après la fin de l'Affaire, Pouget tint le *Journal du peuple* à bouts de bras jusqu'à ce qu'il mette la clef sous la porte le 3 décembre 1899. Il relança alors *Le Père Peinard*, 3^e série, dont le 1^{er} numéro parut le 14 janvier 1900.

Cette année-là, il s'affaira à la préparation du congrès antiparlementaire international programmé du 19 au 22 septembre. Cependant le congrès, interdit au dernier moment par le gouvernement, ne put se tenir.

Quelques jours après, lors du comité confédéral de la CGT, Émile Pouget intégrait la commission de propagande et la commission internationale. Mais, surtout, il intégrait la commission du journal comme secrétaire-adjoint « avec mandat d'assurer la besogne » (rapport au congrès de 1901). En effet, le congrès de Paris avait décidé de doter la CGT d'un hebdomadaire confédéral : *La Voix du peuple*. Celle-ci parut pour la première fois le 1^{er} décembre 1900, et Émile Pouget utilisa sa longue expérience et son grand talent de journaliste pour en faire un organe à la fois syndicaliste et révolutionnaire.

Dès lors, la vie d'Émile Pouget devait se confondre avec celle du mouvement syndicaliste.

Éminence grise de la CGT

Pendant plusieurs années, Pouget fit campagne pour une relance du 1^{er} mai articulé sur la revendication des huit heures. Dans *La Voix du peuple* du 1^{er} mai 1901, il publia ainsi un article argumentaire,

« L'Avenir du 1^{er} Mai » où il écrivait : « *Unifions notre action ! Que désormais le Premier Mai n'ait plus pour nous les caractères incohérents qui lui ont enlevé toute portée. Qu'un objectif seul domine en ce jour : la conquête de la journée de huit heures.* »

En juin 1901, Émile Pouget conduisit une importante délégation de la CGT à Londres, pour une manifestation conjointe avec les trade-unions. Il s'agissait d'affirmer l'internationalisme prolétarien face aux menaces de guerre franco-britannique. Pouget coprésida le grand meeting du Shoreditch Town Hall, devant 2 000 personnes.

En septembre 1901, il soutint une controverse avec Jean Jaurès sur la portée révolutionnaire de la grève générale. Jaurès ayant consacré dans *La Petite République* un long article argumentaire à « l'illusion » que représentait la grève générale, *La Voix du peuple* y répondit dans ses éditions des 22 et 29 septembre 1901. Bien que les articles aient été signés du Comité de la grève générale de la CGT, c'est selon Achille Leroy, Pouget qui avait tout rédigé. L'argumentaire fut publié sous forme de brochure en 1903 sous le titre *Grève générale révolutionnaire et grève générale réformiste*.

Deux mois après cette controverse, Pouget, présenté par la fédération du Sud-Est, était élu secrétaire adjoint de la CGT au comité confédéral du 26 novembre 1901, par 52 voix sur 82. Désormais, et pendant plusieurs années, les postes de secrétaire adjoint de la CGT et de secrétaire permanent du journal furent confondus, et Pouget devint permanent, aux émoluments de 250 francs par mois.

Après le congrès d'unité syndicale en septembre 1902 à Montpellier, Pouget resta rédacteur en chef de *La Voix du peuple*. Il commença également à représenter la CGT au plan international. Il était présent à Dublin en 1903, avec Griffuelhes et Yvetot*, pour défendre devant la conférence du Secrétariat international syndical un rapport préconisant l'antimilitarisme et la grève générale.

Son rôle grandissait dans le mouvement syndical. Sa personnalité complétait admirablement celle de Griffuelhes et ils furent tous deux les véritables organisateurs de la CGT, les animateurs de sa majorité révolutionnaire. À l'époque, ils participèrent activement à deux revues qui jouèrent un rôle déterminant dans la constitution de l'idéologie syndicaliste révolutionnaire : *L'Action directe* (juillet 1903-février 1905) et *L'Avant-Garde* (avril 1905-mars 1906).

Les réformistes s'émurent bientôt de la ligne de plus en plus radicale du comité confédéral et, en 1903, commencèrent à accuser « les anarchistes » d'instrumentaliser le bureau confédéral et *La Voix du*

peuple de tenir des positions excessivement antigouvernementales. La personne de Pouget était directement visée.

Le 29 juillet 1904 mourut sa compagne Stéphanie Boiteux, celle que les camarades appelaient affectueusement « la mère Peinard » et qui avait secondé en toutes circonstances le militant.

Au congrès confédéral de Bourges, en septembre 1904, Pouget répondit aux réformistes qui mettaient en cause ses opinions libertaires. Au lieu de défendre fièrement son anarchisme, comme l'aurait fait un Yvetot, il choisit de faire endosser à ses détracteurs le rôle de diviseurs et d'en appeler à la neutralité syndicale pour garantir l'unité ouvrière. Il en profita pour esquisser une théorie du syndicalisme révolutionnaire – sans prononcer encore le terme –, affirmant que l'opposition entre réformistes et révolutionnaires était en bonne partie factice si tous marchaient ensemble vers « *l'expropriation capitaliste* ».

Lors de ce même congrès, il fut le rédacteur de l'amendement qui donnait « *mandat à la CGT d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que : le 1^{er} mai 1906, les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de huit heures* ».

C'est à partir de cette époque que Pouget cessa de revendiquer publiquement son étiquette anarchiste. Même s'il ne la répudia pas et continua pendant des années de s'entourer d'anarchistes, ses responsabilités syndicales le conduisirent à faire systématiquement prévaloir l'unité ouvrière sur ses préférences partisans, voire idéologiques. Dès le numéro du *Mouvement socialiste* du 1^{er} novembre 1904, où il donna le compte-rendu analytique du congrès de Bourges, il développa l'idée que la CGT était le « *parti du Travail* », doté de sa propre doctrine, « *le syndicalisme* », « *quintessence des diverses doctrines sociales, après élimination de tout ce qu'elles peuvent avoir d'étroit et de trop systématique* ».

Sans doute est-ce pour cette raison qu'à la même époque, au sein du comité confédéral, Pouget défendit l'idée – minoritaire – que la CGT devait grouper non seulement des ouvriers, mais aussi des travailleurs intellectuels et de petits paysans, pêcheurs et artisans prolétarisés, arguant que si leur instrument de travail était leur propriété, ils n'en étaient pas moins des producteurs prolétarisés, au même titre que le cordonnier « *cousu main* », propriétaire de ses outils. C'est sur cette base qu'en 1905, il devait se prononcer – en vain – pour l'admission du Syndicat des journalistes professionnels.

Le 22 novembre 1904, présenté par l'Union fédérale des mineurs (voir Broutchoux), Pouget fut élu secrétaire adjoint de la section des fédérations par le comité confédéral de la CGT.

Il fut alors le maître d'œuvre de la campagne pour les huit heures qui devait aboutir à la grève générale du 1^{er} mai 1906 pour la réduction du temps de travail. Pendant dix-huit mois, cette campagne dynamisa la CGT, mobilisa des fractions toujours plus larges du prolétariat et provoqua des sueurs froides à la bourgeoisie. *« Il faut avoir vécu cette époque au côté de Pouget, écrira Paul Delesalle dans sa nécrologie, pour savoir quelle science – le mot ne paraît pas trop fort – de la propagande il déploya alors. Secondé par son alter ego Victor Griffuelhes, pendant près de deux années, ils surent trouver chaque fois du nouveau pour tenir en haleine la masse des travailleurs. »*

Lors de la préparation de la conférence syndicale internationale de 1905, le secrétaire Carl Legien, refusa d'inscrire à l'ordre du jour les thèmes de la grève générale, de l'antimilitarisme et de la journée de huit heures comme le demandait Pouget et Griffuelhes. Ces derniers boycottèrent donc la conférence, ce qui inaugura une période de tensions et d'isolement de la CGT au sein du syndicalisme international, à majorité réformiste.

Au congrès confédéral d'Amiens, en octobre 1906, Émile Pouget, avec quelques militants dont Victor Griffuelhes, Paul Delesalle et Louis Niel, participa à la rédaction de la motion sur les rapports entre la CGT et les organisations politiques. Le texte affirmait la *« double besogne, quotidienne et d'avenir »* du syndicalisme : *« dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : d'une part il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, et d'autre part, il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »* Il revendiquait également sa complète indépendance : *« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »*

La motion, adoptée par 830 voix contre 8 et 1 abstention, devait rester dans l'histoire sous le nom de Charte d'Amiens.

En revanche, par souci du consensus, Émile Pouget s'abstint de voter pour la motion sur l'antimilitarisme présentée par Yvetot*.

Le congrès d'Amiens consacra le découpage de la CGT en trois tendances : syndicaliste réformiste, « syndicalo-politique » (guesdiste) et « syndicaliste révolutionnaire ». Dans son compte-rendu analytique du congrès, donné au *Mouvement socialiste* d'octobre, novembre et décembre 1906, Émile Pouget, pour expliquer l'absence de soutien d'une partie des syndicalistes révolutionnaires à la motion Yvetot, franchit un pas supplémentaire dans la théorisation du neutralisme syndical : « *Le mouvement syndicaliste est aussi a-patriotique qu'il est a-religieux et a-politique* », écrivit-il.

L'affirmation fit bondir plus d'un anarchiste et un débat de fond s'engagea sur la question dans les milieux libertaires. Le 12 juillet 1907, le quotidien *Le Matin* publia, à la Une, une controverse entre Émile Janvion et Pouget à ce sujet. Au premier qui défendait la thèse que le syndicalisme devait être « *antiparlementaire* » sous peine d'être « *sans idéal et sans cerveau* », le second répondait que la CGT avait « *dépassé ce stade* » et qu'elle remplissait sa tâche révolutionnaire en promouvant « *l'effort direct de ses affiliés* ».

Ayant été un acteur important des congrès internationaux de 1896 et de 1900, Émile Pouget fut, selon Achille Leroy, invité au congrès anarchiste international d'Amsterdam d'août 1907. Mais il déclina l'invitation et laissa le soin à l'un de ses « poulains », Pierre Monatte, d'aller y défendre la doctrine syndicaliste révolutionnaire « à la française ».

Du 20 au 22 février 1908, il comparut devant la Cour d'assises avec 11 autres militants de la CGT (voir Delalé) pour l'affiche *Gouvernement d'assassins*, éditée en juin 1907 pendant la grève des vignerons du Midi. Défendus par M^e Bonzon, « les douze » furent acquittés.

Dans un numéro des *Hommes du jour* de 1908, Victor Méric écrivit de lui : « *On lui reproche aujourd'hui de s'être sensiblement assagi, de se montrer trop politique, trop habile tacticien. En réalité, Pouget a toujours été le même. Son rôle a toujours consisté à diriger, à éclairer de ses conseils d'autres militants plus orateurs ou plus bruyants que lui. [...] Il n'y a d'ailleurs qu'à le voir pour comprendre le caractère véritable de ce travailleur pondéré, méticuleux, ordonné. En outre, c'est un silencieux. Il ne se prononce jamais avant d'avoir écouté, réfléchi, pesé toutes les raisons.* »

Cette année-là, Pouget envisagea de quitter ses responsabilités à la tête de la CGT et de se lancer dans la réalisation du rêve de sa vie : la publication d'un quotidien révolutionnaire. Comptant sur l'apport financier de Malato qui venait de toucher un important héritage, il prévoyait de ressusciter, au 1^{er} septembre 1908, le titre de Jules Valès, *Le Cri du peuple*.

Les événements de Villeneuve-Saint-Georges différèrent ce projet. Le 31 juillet, le parquet de Corbeil émit un mandat d'arrêt contre une trentaine de responsables de la CGT, dont bien sûr Pouget. Il fut arrêté le lendemain au petit matin, à la Maison des fédérations, et fut transféré à la prison de Corbeil avec cinq autres militants : Grifuelhes, Marie, Yvetot, Maucolin et Bousquet. Comme les autres, il bénéficia d'un non-lieu et fut libéré le 31 octobre.

Durant leur incarcération, deux journalistes, M. Leclercq et E. Girod de Fléaux, avaient publié une enquête sur l'organisation confédérale, *Ces messieurs de la CGT*. Ils y décrivaient Pouget en ces termes : *« Ne parlant jamais aujourd'hui dans les meetings de la confédération, ne se produisant pas en personne dans les grèves, gardant toujours alors un rôle de spectateur, Pouget se réserve pour les besognes occultes. La seule chose pour laquelle il accepte de paraître en son nom, sont avec ses articles et les interviews qu'il signe, les doctes brochures qu'il écrit d'un point de vue de théoricien. Grand, puissant, bien étoffé, ses cheveux noirs en brosse à peine semés d'une apparence de fils blancs, la barbiche en pointe, les moustaches longues qui s'amincissent brusquement, Pouget possède un regard vif et scrutateur tel que l'on imaginerait celui d'un diplomate. Toujours froid, ironique jusqu'à en être parfois acerbe, philosophe, affectant de philosopher avec détachement des choses mêmes qui l'intéressent le plus, à la Confédération générale du travail le citoyen Émile Pouget est bien l'Éminence grise. »*

Après sa sortie de prison, Émile Pouget ne reprit pas son poste de secrétaire de *La Voix du peuple*, mais travailla activement à la sortie de son projet de quotidien. Il s'entoura de quelques militants capables comme Amédée Dunois et Pierre Monatte et, le 1^{er} février 1909, lança le premier numéro du journal, finalement intitulé *La Révolution*. Lancée prématurément, sans avoir rassemblé une somme suffisante, *La Révolution* fut rapidement en faillite et dut fermer ses portes le 28 mars après seulement 56 numéros. Ce ne fut pas sans douleur. Pierre Monatte écrivit, en février 1951, dans *La Révolution prolétarienne* : *« L'échec de La Révolution devait blesser pour toujours un homme de la trempe de Pouget. »*

Commentateur avisé de la vie syndicale

Par la suite, Émile Pouget ne joua plus de rôle décisif au sein du mouvement syndical, même s'il continua de fréquenter régulièrement la rue de la Grange-aux-Belles, siège de la CGT à Paris, où tout le monde le connaissait.

En 1909, il publia avec Émile Pataud un roman d'anticipation, *Comment nous ferons la révolution*, où était décrite sur un mode mi-pédagogique, mi-drolatique les étapes d'une révolution anticapitaliste et anti-étatique. On y sentait l'influence des expériences révolutionnaires passées, de 1789 à 1871, mise à jour par le syndicalisme révolutionnaire contemporain. L'ouvrage fut publiquement moqué par Jean Jaurès lors de la séance inaugurale de l'École socialiste, le 29 novembre 1909, salle des Sociétés-savantes. Pouget lui répondit vertement dans *La Guerre sociale* du 1^{er} décembre 1909, mais ne trouva que peu de soutien du côté des syndicalistes. Dans *La Vie ouvrière* du 5 décembre, Victor Griffuelhes reprocha à Jaurès de prendre au sérieux un livre qui n'était qu'une « œuvre de fantaisie littéraire et imaginative ».

À l'automne, il cosigna l'appel du Comité Ferrer (voir Charles-Albert) qui faisait campagne pour l'amnistie de l'anarchiste espagnol menacé de mort.

Émile Pouget devint ensuite chroniqueur syndical à *La Guerre sociale*, à laquelle il donna son premier article, « Confédérés et confédération », dans le numéro du 31 août 1910.

À l'instar de son ancien alter ego Griffuelhes, il publia, durant cette période, des brochures pédagogiques sur la doctrine syndicalisme révolutionnaire : *Les Bases du syndicalisme*, *Le Syndicat*, *Le Parti du travail* et *L'Action directe* furent publiées coup sur coup aux Éditions de la Guerre sociale dans la collection Bibliothèque syndicaliste. En 1911, ces mêmes éditions rééditèrent *Comment nous ferons la révolution* avec une préface de Kropotkine. En 1911, il publia *Le Sabotage*, chez Marcel Rivière, qui reprenait en large partie le rapport qu'il avait rédigé pour le congrès confédéral de 1897 à Toulouse. En 1913, il publiera une étude sur le système Taylor en train d'émerger : *L'Organisation du surmenage*.

La chronique syndicale d'Émile Pouget dans *La Guerre sociale* est, aujourd'hui encore, une mine de renseignements sur le mouvement ouvrier de 1910 à 1914. Pouget ne se contenta d'ailleurs pas d'en commenter les aléas. À plusieurs reprises, il s'engagea dans des débats marquants, avec pédagogie et conviction, et en toute indé-

pendance aussi bien de Gustave Hervé que de la direction cégétiste. Ainsi en 1911, puis de nouveau en 1914, il argumenta contre la tentation xénophobe face à la main-d'œuvre étrangère ; en 1912 contre l'ouvriérisme alors en vogue à la CGT, et pour l'unité d'action avec le PS face aux menaces de guerre ; en 1912-1913 en faveur de la syndicalisation des femmes et d'Emma Couriau*.

Lorsque *La Guerre sociale* publia son manifeste du 8 mai 1912 dénonçant « *les ravages de l'abstentionnisme et de l'antiparlementarisme anarchiste au sein de la CGT* », Pouget refusa, avec Delaisi et Vigné d'Octon, de s'y associer.

De 1912 à 1914, Pouget vendit à *L'Humanité* trois romans-feuillets à caractère social : *Les Épaves de Paris*, qui parut à partir du 10 février 1912, puis *Nico*, à partir du 25 janvier 1913, enfin *Fleurette*, à partir du 6 juillet 1914.

En 1914, avec sa compagne Augustine Jamaux, qui avait été une amie de la première compagne de Pouget, il loua un petit appartement au 18, rue du Mont-Cenis, puis le couple acheta un terrain à Lozère, près de Palaiseau, en Seine-et-Oise, où il fit bâtir une maison. Le retrait à la campagne correspondait également un retrait définitif de la vie politique.

Au moment de la déclaration de guerre, il se rallia à la défense nationale. Présent aux obsèques de Jaurès le 4 août, aux côtés des dirigeants de la CGT, il ne manifesta aucune réaction au discours d'union sacrée de Jouhaux. Dans *La Guerre sociale* devenue quotidienne, il abandonna sa chronique syndicale, devenue sans objet, et rédigea une chronique de « choses vues » intitulée « La Rue ». Cette chronique s'interrompt le 7 septembre. Le couple Pouget avait-il alors quitté la région, menacée par l'avance des troupes allemandes ?

À partir du 14 mai 1915, il publia dans *L'Humanité* un premier roman-feuilleton patriotique, *Vieille Alsace* puis, à partir du 14 août 1916, un second, *L'Emmuré*.

Le 17 avril 1915, Émile Pouget et Augustine Jamaux (née le 6 septembre 1867 à Paris II^e arr.) se marièrent à la mairie de Paris 18^e. Leurs témoins étaient Maximilien Luce, Paul Rousseau et Hippolyte Petitjean.

L'Humanité du 23 septembre 1920 publia un entretien d'Amédée Dunois avec Griffuelhes, Pouget, Delesalle et Yvetot, autour de la Charte d'Amiens et des divisions dans la CGT à quelques jours du congrès confédéral d'Orléans. Pouget, le plus taiseux des quatre, approuva la déclaration de soutien de Griffuelhes aux minoritaires.

Dans les années 1920, Émile Pouget travailla comme éditeur à son compte. Il réalisa notamment chaque année le catalogue du Salon des indépendants, grâce à ses anciennes relations dans le milieu des peintres d'avant-garde, ainsi que *L'Annuaire de l'art décoratif moderne*.

Pour le reste, Pouget ne fréquenta plus ses anciens camarades, hormis le Dr Pierrot* et Paul Delesalle, dont il visitait la librairie chaque semaine. En 1929, Maurice Chambelland vint lui proposer de publier ses Mémoires en feuilleton dans *Le Cri du peuple*, à quoi il opposa un refus catégorique.

Il s'éteignit le 21 juillet 1931 et fut enterré à Lozère, en présence d'une maigre assistance, dont Pierre Monatte, Maurice Chambelland et Paul Delesalle. Peu de véritables nécrologies lui furent consacrées : *Le Cri du peuple* publia des articles de Maurice Chambelland et de Delesalle ; le Dr Pierrot lui dédia la une de sa revue *Plus loin*. Delesalle rassembla ces textes dans une brochure, *In Memoriam*. En septembre, le journal de la FAUD, *Der Syndikalist*, lui consacra 2 pages sous la signature de Max Nettlau.

Dans *Le Soir* du 26 juillet 1931, Victor Méric lui avait adressé cet ultime salut : « *C'était un rude et bon ouvrier, un propagandiste merveilleux, un journaliste de grand talent. Il a fait sa besogne et, le soir venu, il s'endort paisiblement, sans bruit. Avec lui, c'est toute une époque de luttes héroïques qui disparaît. Je salue avec infiniment de douleur le vieil ami et le vétéran révolutionnaire qui va connaître, enfin, le repos. Les vieux s'en vont. Place aux jeunes ! crie-t-on. Mais on aura du mal à retrouver un Pouget.* »

À la fin de l'année 1931, sa veuve Augustine s'était établie dans la famille Pouget à Alger, 12 chemin du Telemly.

LE PÈRE PEINARD

Ça y est, le vieux marchand de fourneaux qui engueulait jadis si dru les jean-foutres d'aristocrates ressuscite aujourd'hui dans la peau du père Peinard.

Il ne ménagera pas les sales types de gouvernants et les cochons de capitalistes qui s'engraissent en exploitant les pauvres bougres.

Vas-y vieux ! Cogne dur. Ce sera toujours autant en attendant que nous puissions nous débarrasser de cette vermine à coups de pied dans le cul.

POPULO.
